

Questions orales

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le chef de l'opposition est en train de se fourvoyer royalement. Il n'est pas question du Traité de libre-échange, il s'agit d'une réglementation qui émane du GATT. Et lorsque cela fait l'affaire du parti libéral, on nous dit de suivre le GATT, et lorsque cela ne fait pas l'affaire du parti libéral, on nous dit de mettre les règlements de cet organisme international de côté. Voilà, afin de terminer là-dessus, le commentaire de la C.B.C., ce matin, justement sur le point qui est soulevé. Je cite la C.B.C., pas le premier ministre McKenna. La C.B.C. dit ceci:

[Traduction]

«Le premier ministre Frank McKenna déclare que l'économie du Nouveau-Brunswick est loin d'être en crise. Il répondait à des commentaires faits au cours d'un débat à la Chambre des communes hier. Des députés de l'opposition avaient affirmé que l'économie des provinces de l'Atlantique était en crise à cause de l'effondrement des pêches. M. McKenna admet qu'il y a des problèmes, mais dire qu'il y a une crise, selon lui, serait exagéré.»

Mme Coline Campbell (South West Nova): Monsieur le Président, je rappelle au premier ministre du Canada et à celui de la province, M. McKenna, que la pêche des poissons de fond est en grave péril. Ce problème aigu est l'oeuvre même du gouvernement.

Comment le premier ministre et son gouvernement peuvent-ils rester passifs quand 46 p. 100 de la valeur d'une industrie d'un milliard de dollars est compromis? Comment peut-il affirmer que la situation n'est pas critique dans les provinces de l'Atlantique quand tant de gens sont au chômage parce que la politique n'a pas changé pas plus que la direction qu'il donne dans cette région. La pêche des poissons de fond est en crise.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, la députée fait valoir justement ce que j'essayais de faire ressortir hier. Ses collègues m'ont coupé la parole par leurs hurlements, mais elle reconnaît maintenant que la situation difficile dans les pêches de l'Atlantique, dont je parlais hier, n'atteint pas, comme le dit le premier ministre McKenna, les autres secteurs industriels de cette région.

Il faut absolument que les libéraux cessent de parler en prophètes de malheur et d'éloigner les investissements de cette région.

Le Nouveau-Brunswick, par exemple, est la province canadienne qui a eu l'année dernière le plus fort accroissement de l'emploi et des investissements, avec une progression de 24 p. 100. Il y a eu des hausses considérables ailleurs.

L'Île-du-Prince-Édouard a un budget équilibré. La croissance économique est excellente dans des secteurs de la région de l'Atlantique. Travaillons ensemble à l'améliorer et trouvons à la crise des pêches de l'Atlantique une solution sérieuse, et réfléchie.

Mme Coline Campbell (South West Nova): Ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Le secteur des pêches est en crise. Il s'agit d'une ressource renouvelable. Le gouvernement n'a rien fait depuis 1981 pour améliorer la situation. Le secteur valait alors et vaut encore un milliard de dollars. Quand le premier ministre va-t-il se décider à intervenir et à reconnaître que sa politique consistant à laisser régler le problème par le secteur privé n'est pas efficace? Il est temps que le gouvernement cesse de jeter de la poudre aux yeux et de promettre de l'aide et qu'il fasse vraiment quelque chose. Le gouvernement ne fait rien.

Les chômeurs de la région canadienne de l'Atlantique en sont réduits à la misère. Allez en parler aux citoyens de Digby qui ont été mis à pied la semaine dernière à cause de la politique gouvernementale! Allez en parler aux citoyens de Lockport!

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, beaucoup d'améliorations ont été apportées au secteur des pêches de l'Atlantique depuis 1984, et on a notamment mis fin au cadeau. . .

Mme Campbell (South West Nova): Lesquelles? En ce qui concerne la pêche au poisson de fond? Dites-le donc aux pêcheurs de homard.

M. Riis: Elle a dit 1981, John.

M. le Président: La parole est au ministre.

M. Crosbie: Monsieur le Président, la députée croit que les libéraux ne sont plus au pouvoir depuis 1981. En fait, ils en ont été évincés en 1984 seulement, quoique qu'ils doivent avoir l'impression que leur défaite remonte à 1981.

Une des améliorations qui ont été apportées au secteur des pêches de l'Atlantique depuis 1984 a découlé de la décision gouvernementale de ne plus tolérer que les Européens viennent pêcher 9 500 tonnes de morue de l'Atlantique dans la région connue sous le nom de 2J3KL et donc de mettre fin à ce cadeau que leur avait concédé l'ancien gouvernement libéral. Ce n'est là qu'une seule des nombreuses améliorations qui ont été apportées depuis 1984.

Un programme de 130 millions de dollars est en vigueur à l'heure actuelle pour venir en aide aux travailleurs qui risquent d'être mis à pied par suite de la fermeture d'usines dans certaines localités. La députée n'ignore pas que des localités ont été avisées un an et